

ABONNEMENTS

Canada et Etats-Unis - - \$1.00
Europe (compris le port) - - 2.50

TARIF DES ANNONCES:

1ère insertion, par ligne..... 12 cts
Chaque insertion subséquente 10 "

LE MANITOBA

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

LE MANITOBA

EST PUBLIÉ
LE MERCREDI DE CHAQUE
SEMAINE
A SAINT-BONIFACE, MANITOBA
Par la Cie Canadienne de Publication.

Toute communication concernant
le journal doit être adressée à
EDMOND TRUDEL,
Directeur,
Saint-Boniface, Man.
Canada.

PARDESSUS

PAR MILLIERS AU MAGASIN DE HARDES-FAITES
DE WALSH.

1,000 PARDESSUS

de toutes grandeurs et qualités, au magasin de Walsh, de \$3.50 en montant—à moitié prix
actuellement.

Allez et Voyez

les pardessus de \$3.50 chez Walsh ainsi que les pardessus (pea Jackets) au même prix. Ils sont ce
qu'il y a de mieux.

HABILLEMENTS :: D'AUTOMNE :: ET :: D'HIVER

En grande variété chez Walsh et à prix moitié plus bas que dans les autres magasins.

VENTE SPECIALE D'HABILLEMENTS D'AUTOMNE ET D'HIVER QUI SE FAIT ACTUEL-
LEMENT CHEZ WALSH. AVANTAGES EXTRAORDINAIRES OFFERTS.

513 Rue Principale, vis-a-vis l'Hotel-de-Ville.



J. B. LAUZON,

Boucher.

Coin de l'Avenue Tache et de la Rue
Dumoulin.

EN GROS ET EN DETAIL.

Toujours en mains des viandes de première qualité.

BOEUF, - VOLAILLE, - MOUTON, - LARD,
SOUCISSES, - VIANDE FUMÉE, - VEAU,
ETC., ETC., ETC.

VACHES A LAIT ET BOEUF DE TRAVAIL
A vendre en tout temps.

Nous achetons, AU COMPTANT, tous les produits de la
campagne.

Jan 16 2.88.

J. B. LAUZON.

E. L. JOYAL,

Sellier et Harnacheur

363 RUE PRINCIPALE, WINNIPEG.

(Porte voisine de MM. Richard & Cie.)

LES HARNAIS ET SELLES DE TOUTES DESCRIPTIONS.

GROS HARNAIS POUR FERME, HARNAIS DE COUPE,
DE VOITURE DOUBLE, ET HARNAIS TRACK une SPÉCIALITÉ,
ÉTRILLES, BROTTES, FOUEURS, ETC.

M. Joyal se livre le patronage de ses compatriotes et leur garantit satisfaction.
TOUTE COMMANDE EXÉCUTÉE AVEC EXACTITUDE ET A BAS PRIX.

6m. 31.10.89

CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

LA TROISIÈME SÉRIE ANNUELLE
d'Excursions a l'Est
A PRIX REDUITS

Partira de toutes les stations dans Manitoba
et le Nord-Ouest depuis et inclus
Calgary

Tous les endroits dans Ontario et à
l'ouest de Montréal, dans la pro-
vince de Québec.

Lundi, le 11 Nov. | Lundi, le 18 Nov.
Lundi, le 25 Nov. | Lundi, le 2 Dec.
Lundi, le 9 Dec.

Et tous les Jours
Depuis lundi, le 16 décembre
jusqu'à lundi, le 23 décem-
bre, inclusivement,

Du 6 au 8 Jan. inclusivement

BILLETS de RETOUR de 1ère CLASSE

BONS POUR 90 JOURS
Avec le privilège d'arrêter aux stations.
Une extension de temps sera accordée sur
paiement d'une légère indemnité
aux agents de l'est.

De Winnipeg, Portage-la-Prairie,
Brandon, Gravel, Kildare, Glen-
boro, Stonewall, Selkirk-Ouest et
les stations intermédiaires.

\$40.00 de Deloraine, Man.
\$45.00 de Broadview, Assa.
\$50.00 de Moose Jaw, Assa.
\$55.00 de Medicine Hat, Assa.
\$60.00 de Calgary, Alta.

Tous les soins possibles seront donnés
aux excursionnistes pour leur assu-
rement et le confort. Il faut retenir ses
billets de passage et de lit des agents aus-
sitôt que possible.

Chars Réfectoires et chars Dor-
toirs sur tous les trains.

PAS DE DEPLACEMENT, PAS DE
CHANGEMENT, PAS DE DÉLAI.

Pour plus amples renseignements s'a-
dresser aux agents du Pacifique.

ROBT. KERR,
Agt. gén. des pass. Winnipeg.
Agt. gén. des pass. Montréal. 2m 14 11 88

ECURIE DE LOUAGE, Etc.

M. NAPOLEON H. HOUEDE vient d'ou-
vrir une Ecurie de Louage, de Pension et de
Vente sur la rue Dumoulin, à côté de
l'Hotel Beauregard. Satisfaction est ga-
rantie à tous ceux qui voudront bien l'en-
courager.

Une attention particulière sera donnée
aux chevaux en pension.

N. H. HOUEDE,
1a 12,5,87 Rue Dumoulin, Saint-Boniface.

LIBRAIRIE KEROACK,
17 Rue Lombard, Winnipeg.

(A quelques pas de la rue Main, en face
de l'Hotel du Canada).

Elle Saint-Boniface, Rue Dumoulin.

Livres, papeteries, images, tapisseries
cadres, fournitures pour écoles et bureaux
jouets, articles religieux et de fantaisie
EN GROS ET EN DETAIL.

Correspondance pour tout ce qui regarde
le commerce de librairie et l'importation.

M. A. KEROACK.

HOTEL SAINT-BONIFACE.
COIN DES RUES TACHE ET
NOTRE-DAME.

FIDÈLE MONDOR, PROPRIÉTAIRE

De première classe, sous tous les rap-
ports. Aussi bonnes écuries.

Prix moindres. La maison est avan-
tagement connue.

1a. 7.11.89.

REPRODUCTIONS.

LES VŒUX DU SAGE

Laissons, laissons aller le monde
Comme il lui plaît, comme il l'entend ;
Vivons cachés, libres et contents,
Dans une retraite profonde.
Là, que faut-il pour le bonheur ?
La paix, la douce paix du cœur,
Le désir vrai qu'on nous oublie.
Le travail qui sait éloigner
Tous les fléaux de notre vie,
Assés de bien pour en donner,
Et pas assez pour faire envie.

PENSEES

—La plus grande punition de
vivre sans Dieu, c'est de souffrir
sans consolation.

—La mort vient avant que
nous puissions avoir appris à
vivre. — (BOSSUET.)

—Il y aura toujours quelque
chose de nouveau à dire sur les
femmes, tant qu'il en restera une
sur la terre.

—Celui qui se repent de bonne
foi, est plus loin du mal que ce-
lui qui ne le connaît jamais.

—Quelle inconscience que
d'abréger par mille excès une
vie dont on n'envisage le terme
qu'avec frayeur !

—Les gens heureux ne se cor-
rigent guère. Ils croient toujours
avoir raison quand la fortune
soutient leur mauvaise conduite.

—La calomnie est un monstre
né sans yeux et sans oreilles,
mais avec cent langues pour
divulguer ce qu'il n'a pu voir
ni entendre.

LES CRÉATURES NE SONT RIEN POUR L'HOMME

Si l'homme n'a point d'autre
bonheur à espérer qu'un bon-
heur temporel, pourquoi ne le
trouve-t-il pas sur la terre ? d'où
vient que les richesses l'inqui-
ètent, que les honneurs le fati-
guent, que les plaisirs le lassent,
que les sciences le confondent et
irritent sa curiosité, loin de la
satisfaire ; que la réputation le
gêne et l'embarrasse, que tout
cela ensemble ne peut remplir
l'immensité de son cœur, et lui
laisse encore quelque chose à dé-
sirer ? Tous les autres êtres, con-
tents de leur destination, paraissent
heureux à leur manière,
dans la situation où l'auteur de
nature les a placés. Les astres
tranquilles dans le firmament,
ne quittent pas leur séjour pour
aller éclairer une autre terre ; la
terre, réglée dans ses mouve-
ments, ne s'élance pas en haut
pour aller prendre leur place ;
les animaux rampent dans les
campagnes sans envier la desti-
née de l'homme qui habite les
villes et les palais somptueux ;
les oiseaux se réjouissent dans
les airs, sans penser s'il y a des
créatures plus heureuses qu'eux
sur la terre. Tout est heureux,
pour ainsi dire, tout est à sa
place dans la nature ; l'homme
seul est inquiet, mécontent.
L'homme seul est en proie à ses
désirs, se laisse déchirer par des
craintes, trouve son supplice
dans ses espérances, devient
triste et malheureux au milieu
de ses plaisirs ; l'homme seul ne
rencontre rien ici-bas où son
cœur puisse se fixer. D'où vient
cela ? O homme ! ne serait-ce

point parce que vous êtes ici-bas
déplacé ; que vous êtes fait pour
le ciel ; que votre cœur est plus
grand que le monde, que la terre
n'est pas votre patrie, et que
tout ce qui n'est pas Dieu n'est
rien pour vous ? — MASSILLON.

LA PRIÈRE

Quand vous avez prié, ne sen-
tez-vous pas votre cœur plus
léger, et votre âme plus con-
tente ?

La prière rend l'affliction
moins douloureuse et la joie plus
pure ; elle mêle à l'une je ne sais
quoi de fortifiant et de doux, et
à l'autre un parfum céleste.

Que faites-vous sur la terre,
et n'avez-vous rien à demander
à celui qui vous y a mis ?

Vous êtes un voyageur qui
cherchez la patrie. Ne marchez
point la tête baissée ; il faut le-
ver les yeux pour reconnaître sa
route. Votre patrie, c'est le ciel ;
est-ce que nul désir ne vous
pousse ? ou ce désir est-il muet ?

Il en est qui disent : A quoi
bon prier ? Dieu est trop au-
dessus de nous pour écouter de
si chétives créatures. Et qui
donc a fait ces créatures chétives,
qui leur a donné le sentiment et
la pensée et la parole, si ce n'est
Dieu ? Et s'il a été si bon en-
vers elles, était-ce pour les dé-
laisser ensuite et les repousser
loin de lui ? En vérité, je vous
le dis, quiconque dit dans son
cœur que Dieu méprise ses
œuvres, blasphème Dieu.

Il en est d'autres qui disent :
A quoi bon prier ? Dieu ne sait-
il pas mieux que nous ce dont
nous avons besoin ? Dieu sait
mieux que vous ce dont vous
avez besoin, et c'est pour cela
qu'il veut que vous le lui de-
mandiez ; car prier Dieu, c'est
posséder Dieu.

Le père connaît les besoins de
son fils ; faut-il à cause de cela
que le fils n'ait jamais une pa-
role de demande et d'actions de
grâces pour son père ?

Quand les animaux souffrent,
quand ils craignent, ou quand
ils ont faim, ils poussent des cris
plaintifs. Ces cris sont la prière
qu'ils adressent à Dieu, et Dieu
les écoute. L'homme serait-il
donc dans la création le seul être
dont la voix ne dut jamais mon-
ter à l'oreille du Créateur !

Il passe quelques fois sur les
campagnes un vent qui des-
sèche les plantes, et alors on voit
leurs tiges fléchies pencher vers
la terre ; mais humectées par la
rosée, elles reprennent leur frai-
cheur, relèvent leur tête languis-
sante. Il y a toujours des vents
brûlants qui passent sur l'âme,
et la dessèchent. La prière est
la rosée qui la rafraîchit. — LA
MENNAIS.

L'ILE DE TERRENEUVE

Quelques renseignements sur
l'île de Terre-Neuve ne feront
peut-être pas déplaisir à nos lec-
teurs.

Autrefois Terre-Neuve fut fran-
çaise, mais comme le Canada,
elle tomba sous domination an-
glaise. Par dessus l'océan, si
terrible à ses heures, elle regarde
l'Irlande, elle contemple Labra-
dor dont elle est séparée par le
détroit de Belle-Isle. A l'ouest,
le golfe Saint-Laurent la caresse
ou la frappe, la berce au chant
de ses vagues, ou la fait frémir
de terreur au jour de la tempête.

On a faussement accusé Terre-

neuve d'être un vaste rocher
stérile, enveloppé de brouillards.
Des brumes épaisses reposent sur
les eaux qui l'entourent à cer-
taines saisons, mais l'île, elle-
même, échappe plus générale-
ment à la pluie fine et froide de
beaucoup d'autres pays d'Amé-
rique. Par exemple, on est con-
vaincu que le Nouveau-Brun-
swick et la Nouvelle-Ecosse souf-
frent davantage des pluies et des
brumes.

Les rivages sont bien décou-
pés au grand avantage des pé-
cheurs américains, anglais et
français qui viennent tous les
ans pêcher la morue sur les cé-
lèbres bancs de Terre-Neuve. Ces
bancs qui s'étendent à l'est et au
sud-est de l'île sur sept à huit
degrés de latitude, doivent leur
existence d'après l'opinion de
plusieurs géographes, au courant
polaire. Celui-ci entraîne dans
la direction du sud depuis les
rives du Groenland et des archi-
pels arctiques, d'énormes gla-
çons, cimentant des rocs et des
pierres. Dans les parages où le
courant du pôle se choque au
courant du golfe, les glaçons
fondent et abandonnent leurs
graviers. De la sorte s'est formé
avec le secours des âges, dans
une mer de 8,000 à 10,000 pieds
de fond un banc qui occupe de
deux, et peut-être trois fois l'é-
tendue de la France.

Les anglais de la métropole et
des colonies américaines pren-
nent la plus grande part à la
pêche des bancs. Les français
arrivent encore les derniers, dit-
on, et pourtant il vient de vingt-
cinq mille matelots par an des
ports de la Manche et de l'Atlan-
tique.

Le Grand Banc est à 33 lieues
du rivage, il a 100 lieues de long
et 26 de large ; la profondeur de
la mer à cet endroit, est de 15 à
60 brasses. Le second, nommé
le Banc vert, a 40 lieues sur 60
de large.

Les pêches, chaque année, oc-
cupent 50 mille personnes et
plus de 3000 bâtiments des Etats-
Unis, de France et d'Angleterre.

La pêche commence vers le 10
mai et se continue jusqu'à la fin
de septembre.

On estime la valeur des péche-
ries canadiennes à 55 millions de
piastres par année.

Sur la côte Occidentale de
Terre-Neuve à la baie Saint
Georges, des français, des cana-
diens, des acadiens ont fondé
des établissements. Il y a là 12
mille personnes, c'est-à-dire 12
mille pêcheurs de morues.

Toute la population de Terre-
neuve, d'à peu près 150 mille, se
presse sur la côte. L'intérieur
est une terre en partie rocheuse,
où les lacs s'entremêlent aux
forêts, aux bruyères, aux vallées,
où le sol renferme de la houille
et du cuivre, où les loups et les
daims courent en paix, où le
castor bâtit des chaumières.

Dr T. FAFARD,

MEDICIN DE L'HOPITAL SAINT-BONIFACE,
AVENUE TACHE, SAINT-BONIFACE.

Heures de consultation : — 8 à 10 a.m.,
2 à 6 et 8 à 10 p.m. la 4.4.89.

BOIS A VENDRE.

Tremble vert bûché à Saint-Vital et de-
vant être pris sur le terrain, \$2.75 la
corde.

S'adresser à
HERMÉNGILDE BRUCH,
Saint-Boniface.

11 4 12 89

GRANDE VENTE GENERALE

CHEZ

ALEXANDER ET COMPAGNIE

Au Magasin de Nouveautés, 344 Rue Principale, Winnipeg,

COMMENCANT JEUDI, LE 14 NOVEMBRE.

Ayant décidé d'ajouter un département à notre fonds de commerce déjà considérable, le département des tapis, prélat, linoléums et marchandises pour familles, achetés des manufactures d'Europe, que nous recevons au commencement de décembre, nous désirons écouler tout notre assortiment pour qu'il ne soit maculé par la poussière et la chaux, pendant que les peintres, les briquetiers et les plombiers seront occupés à préparer le département ci-dessus mentionné. Chaque article sera marqué de nouveau en encre rouge à côté de nos marques actuelles en encre noire, afin que nos pratiques puissent juger par elles-mêmes de l'excessive réduction de nos prix. Cette vente se poursuivra jusqu'à la fin de décembre, époque à laquelle nous attendons de grandes expéditions de marchandises du printemps. Nous aimons mieux vendre à perte que de laisser détériorer nos marchandises. Inutile de mentionner nos prix, vu que chacune de nos pratiques pourra voir les avantages que nous offrons aux acheteurs.

Ne manquez pas de profiter de cette vente chez ALEXANDER & COMPAGNIE, porte voisine de la Banque de Montreal.

Le Manitoba.

Mercredi, 11 Décembre 1889.

LES MORMONS

Toute la presse canadienne s'occupe, et avec raison, de la question de l'établissement des mormons dans notre future province d'Alberta, et se demande si les autorités ne devraient pas s'opposer à l'admission de cette engeance dans notre pays.

On sait qu'il y a déjà une forte colonie mormonne à quelque distance de Macleod et que toute la gent du Lac Sale, et autres lieux, se prépare à venir pour dans ce pays de la grande liberté qu'on a accordé jusqu'ici à ces sectaires, nonobstant nos lois sur la polygamie.

On prétend, il est vrai, que ces nouveaux colons s'engagent à ne pas pratiquer cette coutume honteuse chez nous et à respecter nos lois; mais ils n'en resteront pas moins mormons, et ce que l'on sait de cette secte odieuse n'est pas à sa louange.

Tout récemment encore, aux Etats-Unis, il a été fait des révélations qui justifient amplement la guerre qu'on lui fait dans le territoire qu'elle habite. Voici ce que dit un journal à ce sujet :

Durant le cours du procès au sujet du mormonisme qui se poursuit actuellement à la cour de Salt Lake City, des révélations étonnantes ont été faites sur les secrets de la maison du serment, (Endowment House) et l'attitude de la hiérarchie mormonne envers le gouvernement et la loi. Un témoin, appartenant à l'ordre de Melchisedech de la prêtrise mormonne, a admis que, selon la doctrine de cette Eglise, un homme qui apostasie doit se livrer lui-même afin d'expier son crime par la mort, et que le meurtre de cet homme est parfaitement légal. Un autre a juré que le président devait avoir le contrôle absolu sur toute chose, tant spirituelle que temporelle, et que pour être considéré comme un bon disciple de l'Eglise, un homme doit obéir à tous les commandements des ministres. Le parjure devant une cour composée de chrétiens, est considéré comme une bonne action. Toutes ces révélations ont déterminé le congrès à faire tous ses efforts pour anéantir cette organisation illégale.

Après de telles révélations il est évident que cette immigration n'est pas désirable et que des mesures très sévères devront être adoptées sans délai pour l'empêcher. Il ne faut pas attendre qu'il soit trop tard; car toute tolérance serait coupable et pourrait être interprétée par les mormons comme une approbation tacite de leurs doctrines et de leurs coutumes.

CHEMIN DE FER DU SUD-EST

C'est hier qu'a eu lieu à Winnipeg, l'assemblée des actionnaires de la compagnie du chemin de fer Manitoba et Sud-Est pour l'élection des directeurs pour l'année courante. Messieurs Alexander Logan, Roger Marion, M.P.P., James O'Connor, Robert Bullock, James Flanagan, Wm. R. Sinclair et Edmond Trudel ont été élus, et, à une réunion subséquente du nouveau bureau de direction, M. Alex. Logan a été élu président, M. James O'Connor vice-président et M. Edmond Trudel, secrétaire de la compagnie.

LA DELEGATION DE MONTREAL

Les délégués de Montréal qui ont visité Saint-Paul, Minneapolis et Duluth, arrivaient à Winnipeg jeudi dernier où ils furent les hôtes du conseil de ville et de la chambre de commerce.

Voici les noms des visiteurs :—Son honneur le maire Jacques Grenier et MM. les échevins Holland, Dufresne, Hamelin, Feraud, Villeneuve, Grenier, Stevenson, McBride, Clendenning, Kennedy, Martineau, Rousseau, Cunningham, Griffin, Robert et Archibald, l'ex-échevin Laurent, les officiers suivants de la corporation : MM. Robt. McGibbon, Lacroix, Marin, Saint-George, Kehoe, McConnell et Jackson. La presse de Montréal était représentée comme suit : L'Éclair, M. J. A. Foisy; le Star, M. Parnell; le Witness, M. W. H. Smith; la Gazette, M. S. L. Kydd et le Herald, M. McConnell.

Cette délégation est venue s'assurer de visu des ressources de l'ouest et voir dans quelles proportions le transport de marchandises en Europe via Montréal pourrait être augmenté, si le port de cette dernière ville subissait des améliorations assez considérables pour le rendre capable de suffire à cette exportation.

Vendredi avant-midi, sur l'invitation de notre conseil de ville, les distingués voyageurs visitaient Saint-Boniface où l'on se rendit successivement à l'archevêché, au collège, à l'hôpital et au pensionnat.

Le maire Grenier, dans une courte allocution qu'il fit au palais, dit que la province de Québec et Montréal en particulier étaient de tout cœur avec nous dans la lutte que nous faisons contre la politique arbitraire du gouvernement Greenway à notre égard. Mgr Taché dit aussi quelques mots qui firent une profonde impression. Nos compatriotes de la-bas ont pu comprendre que Sa Grandeur compte au nombre de nos principaux hommes du Canada.

Au Collège aussi, le maire Grenier prit la parole ainsi que les échevins Clendenning et Stevenson. Le R. P. Lory souhaita la bienvenue aux visiteurs.

Tous parurent enchantés de notre petite ville et surtout de nos magnifiques institutions de charité et d'éducation. Les excursionnistes reprirent le chemin de Montréal dans la soirée de vendredi. Il y avait foule à la gare pour leur souhaiter un bon voyage.

Nouvelles Politiques

—La législature de Québec se réunit le 7 janvier.

—Le nouvel organe du parti national, à Montréal, Le Glairon, est paru vendredi dernier.

—M. Tessier, avocat, de Rimouski, a été élu dans ce comté, à une majorité de plus de deux cents voix. Il était le candidat du gouvernement Mercier.

—Jefferson Davis, ex-président de la confédération des états du sud, durant la révolution des Etats-Unis, est décédé vendredi dernier, à la Nouvelle-Orléans.

—Les conservateurs du comté de Yarmouth ont choisi MM. T. E. Corning, ex-M.P.P., et Henri d'Entremont, candidats aux prochaines élections provinciales. M. d'Entremont est un descendant des acadiens déportés de Grand Pré, qui revinrent s'établir à Yarmouth, et il est le petit-fils du premier acadien qui obtint un siège à la législature de cette province.

—Le major Boulton, de Russell, a été nommé sénateur en remplacement de l'hon. Dr Schultz et M. J. A. Longhead, avocat de Calgary, est nommé à la place du sénateur Hardesty, décédé.

PROTESTATIONS

PAROISSE DE SAINT-JEAN-BAPTISTE.

Procès-verbal d'une assemblée publique des paroissiens de Saint-Jean-Baptiste, tenue au village de cette paroisse le 26 novembre 1889, pour protester contre l'abolition des écoles catholiques et de l'usage officiel de la langue française.

Sur proposition de M. R. Lauzé, appuyé par M. Victor Simoneau, M. Pierre Rémi Pelletier est élu président, et l'assemblée désigne M. Joseph Baril pour agir comme secrétaire.

On explique à l'assemblée le but pour lequel on l'avait convoquée.

La série de résolutions adoptées à l'assemblée de Saint-Boniface, le 28 octobre dernier, est soumise à l'assemblée présente, qui les adopte unanimement dans l'ordre suivant :

LANGUE FRANÇAISE.

Première résolution.

Proposée par M. Ephrem Marion, appuyé par M. C. B. Dery.

Deuxième résolution.

Proposée par M. Edouard Bellemare, appuyé par M. Joseph Alix.

Troisième résolution.

Proposée par M. Louis Vandal, appuyé par M. Toussaint Berthelot.

EDUCATION.

Les résolutions sur l'éducation sont proposées et appuyées spécialement par les contribuables de l'arrondissement scolaire de Saint-Jean-Baptiste-Centre et approuvées unanimement par toute la paroisse.

Première résolution.

Proposée par M. Flavien Baril, appuyé par M. Gédéon Roy.

Deuxième résolution.

Proposée par M. Oclavie Baril, appuyé par M. Pierre Lavallée.

Troisième résolution.

Proposée par M. Paul Gagnon, appuyé par M. Romuald Lauzé.

Proposée par M. Pierre Parenteau, appuyé par M. Napoléon Comeau.

Une requête signée par le président et le secrétaire, et basée sur les deux séries de résolutions adoptées et contenant ces résolutions, sont présentées à la législature. Adopté.

Des discours appropriés à la circonstance furent prononcés par MM. Aimé Beaubien, Théophile Thibault, Joseph Baril et autres.

10. Sur l'origine de la langue française, sa formation, son ancienneté, sa politesse, son usage universel en Europe et particulièrement en Angleterre, où il est de bonne société de pouvoir converser en français.

20. Sur l'éducation de la jeunesse : la nécessité de donner à cette dernière une éducation et une instruction chrétiennes, les droits inaliénables des parents sur l'éducation de leurs enfants, l'influence pernicieuse sur la génération future de l'instruction telle qu'on voudrait la donner à la jeunesse d'aujourd'hui.

L'orateur appelé à traiter ce sujet nous fait une réflexion profonde : Il prend de tout jeunes enfants de notre milieu, qui il confie aux chinois, et il nous les ramène quinze ans plus tard. Que nous ramène-t-il ? Des jeunes gens ayant les habitudes, les manières, la langue, les couleurs même des chinois, des indous ou des sauvages; c'est-à-dire qu'il nous ramène un chinois, un indou ou un sauvage; et, de même, dit-il, si nous confions nos enfants aux écoles sans religion, nous en retirerons des hommes irréligieux, ne connaissant pas Dieu, dangereux pour la société et étant en dehors de la voie qu'ils étaient appelés à suivre pour arriver à leur Créateur.

30. Sur le drapeau de la foi qui doit réunir tous les canadiens-français, qui est le signe auquel on les reconnaît et qui, est aussi la meilleure sûreté de leur loyauté à la Couronne qui les protège.

L'auteur de cette proposition fait ressortir le lien étroit qui unit le peuple canadien à son clergé si patriotique, si éclairé, qui a si bien su le conduire à travers les tempêtes qui l'ont menacé et qu'il a eu à essuyer; il nous montre aussi l'action pernicieuse de certains gens qui ne semblent pas se douter du mal qu'ils se font et qu'il nous font en critiquant sans raison la conduite de ces hommes d'église qui n'ont d'autre but que celui de travailler au bonheur et à la prospérité de leurs semblables.

40. Sur le rôle des canadiens-français en Amérique et surtout

dans les possessions britanniques depuis le traité de Paris, les droits que nous garantissons à l'Angleterre par la loyauté des sujets canadiens français de Sa Majesté.

Dans le cours de ses remarques, l'orateur chargé de cette partie du programme présente un fait qui eut lieu il y a 91 ans, aux élections du premier gouvernement représentatif, au mois de juin 1792. Sur 50 membres qui devaient composer ce premier corps législatif, les canadiens-français envoyèrent 16 anglais prendre leurs intérêts dans l'assemblée, et cela, pour prouver à la population anglaise, que leur reconnaissance de cette action générale? La voix, dit l'orateur : C'est que ces 16 représentants élus pour prendre, sans doute, les intérêts de leurs commettants, interprètent, premièrement, que le président de la chambre fût un anglais, et, secondement, que l'usage de la langue française fût aboli. Cela rappelle l'action généreuse, mais imprudente, des canadiens-français qui votèrent l'abolition du conseil législatif de Manitoba, en se reposant sur la parole d'honneur de la représentation qui promit de conserver à la minorité ses droits; et aussi, que les Martin ne sont pas nés d'hier, mais qu'il y en avait il y a près d'un siècle.

Tels furent les principes généraux des sujets traités devant l'assemblée qui a été des plus enthousiastes, et qui, avant de se séparer, adopta unanimement, sur proposition de M. Th. Thibault, appuyé par M. Louis Arcand, un vote de remerciements pour les officiers et les orateurs qui firent les frais de cette réunion.

Daté à Saint-Jean-Baptiste, ce 26ème jour de novembre A.D. 1889.

P. R. PELLETIER, Président.

JOSEPH BARIL, Secrétaire.

MUNICIPALITÉ DE DESALABERRY.

Deuxième séance spéciale convoquée pour protester contre certaines lois injustes que le gouvernement se propose de passer à la prochaine session, lundi le 18 novembre 1889, 6 heures p.m.

Présents : L. G. LaBarre, préfet, et les conseillers Carrière, Lafournaise, Brissou, Chénard, Bourgeois et Mignault.

Lecture et adoption du procès-verbal de la dernière séance.

Résolution—Attendu que depuis la création de cette province, la Gazette Officielle de Manitoba a été publiée dans les deux langues anglaise et française, le gouvernement en retranchant la version française a porté une grave atteinte aux droits d'une partie notable de la population; et

Attendu qu'il est établi par des auteurs constitutionnels qu'il n'est pas loisible à l'exécutif, par un simple arrêté du conseil, de priver aucun élément de la population d'un droit ou privilège établi, pas plus que de suspendre l'opération d'une loi en vigueur;

Sur proposition du conseiller Carrière, secondé par le conseiller Brissou, il est résolu comme suit :

Que ce conseil proteste énergiquement contre un acte aussi arbitraire et qui, dans les circonstances, peut avoir des conséquences très sérieuses. Adopté.

Résolution—Attendu que la clause 23 de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord," lors de sa promulgation, a été établie sous le sceau de la confiance et de la loyauté, et que l'usage des langues anglaise et française est obligatoire dans la rédaction des procès-verbaux et des journaux de la chambre et que les actes de la législature doivent être imprimés et publiés dans les deux langues; et

Attendu que la "Gazette de Manitoba" participe de la nature des statuts de la législature en ce que toutes les proclamations de convocation, de prorogation et de dissolution de la législature, ainsi que dans plusieurs cas, les lois sont mises en vigueur aussi par proclamation dans la dite Gazette, et en ce que certains avis officiels prescrits par les statuts provinciaux et concernant tout le monde, sont quelques municipalités ou localités, sont données au public dans la dite Gazette;

Le conseiller Lafournaise propose, secondé par le conseiller Mignault, qu'il soit résolu comme suit :

Que le gouvernement en supprimant la version française de la dite Gazette, a non-seulement empiété sur les droits de la population parlant cette langue, mais a en même temps agi contrairement à l'esprit de la constitution. Adoptée.

Résolution—Attendu que la langue française est en vertu de la constitution et des lois une des langues officielles de la Puissance et que tout document émanant des autorités fédérales doit être publié en français; et

Attendu qu'en vertu de "l'Acte de Manitoba" le français est également une des langues officielles de la province et que son usage comme tel à Manitoba, serait une flagrante injustice envers les colons d'origine française, les plus anciens du pays, et envers les milliers de colons de la même origine qui, sur la foi de la constitution et des lois existantes, sont venus s'établir dans cette province et ont contribué avec leur concitoyens d'autres origines au développement des ressources du pays, les quelques groupes de races étrangères dont la langue maternelle, n'est ni l'anglais ni le français, n'étant pas dans la même position, ne peuvent réclamer le même droit;

Le conseiller Bourgeois propose, secondé par le conseiller Chénard, qu'il soit résolu comme suit :

Qu'une requête contenant les résolutions qui viennent d'être adoptées et signée par le préfet et le secrétaire de ce conseil, soit adressée à la législature de cette province pour demander qu'aucune loi ne soit passée affectant les droits de la population au sujet de l'usage officiel de la langue française tel que garanti par la constitution. Adoptée.

Résolution—Attendu qu'il y a lieu de croire qu'en dépit de l'esprit et de la lettre de la constitution, le gouvernement provincial présentera à la prochaine session, un projet de loi pour abolir les écoles séparées et les remplacer par un système d'éducation laïque d'où l'enseignement religieux sera exclu;

Le conseiller Chénard propose, secondé par le conseiller Carrière, qu'il soit résolu comme suit :

Que ce conseil considère que toute loi de cette nature serait un attentat aux droits imprescriptibles de la minorité de cette province. Adoptée.

Résolution—Attendu qu'en vertu de la clause 93 de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord," lors de sa promulgation, a été établie sous le sceau de la confiance et de la loyauté, et que l'usage des langues anglaise et française est obligatoire dans la rédaction des procès-verbaux et des journaux de la chambre et que les actes de la législature doivent être imprimés et publiés dans les deux langues; et

Attendu que la "Gazette de Manitoba" participe de la nature des statuts de la législature en ce que toutes les proclamations de convocation, de prorogation et de dissolution de la législature, ainsi que dans plusieurs cas, les lois sont mises en vigueur aussi par proclamation dans la dite Gazette, et en ce que certains avis officiels prescrits par les statuts provinciaux et concernant tout le monde, sont quelques municipalités ou localités, sont données au public dans la dite Gazette;

Le conseiller Lafournaise propose, secondé par le conseiller Mignault, qu'il soit résolu comme suit :

Que le gouvernement en supprimant la version française de la dite Gazette, a non-seulement empiété sur les droits de la population parlant cette langue, mais a en même temps agi contrairement à l'esprit de la constitution. Adoptée.

Résolution—Attendu que la langue française est en vertu de la constitution et des lois une des langues officielles de la Puissance et que tout document émanant des autorités fédérales doit être publié en français; et

Attendu qu'en vertu de "l'Acte de Manitoba" le français est également une des langues officielles de la province et que son usage comme tel à Manitoba, serait une flagrante injustice envers les colons d'origine française, les plus anciens du pays, et envers les milliers de colons de la même origine qui, sur la foi de la constitution et des lois existantes, sont venus s'établir dans cette province et ont contribué avec leur concitoyens d'autres origines au développement des ressources du pays, les quelques groupes de races étrangères dont la langue maternelle, n'est ni l'anglais ni le français, n'étant pas dans la même position, ne peuvent réclamer le même droit;

Le conseiller Bourgeois propose, secondé par le conseiller Chénard, qu'il soit résolu comme suit :

Que ce conseil considère que toute loi de cette nature serait un attentat aux droits imprescriptibles de la minorité de cette province. Adoptée.

attentat aux droits imprescriptibles de la minorité de cette province. Adoptée.

Résolution—Attendu qu'en vertu de la clause 93 de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord," lors de sa promulgation, a été établie sous le sceau de la confiance et de la loyauté, et que l'usage des langues anglaise et française est obligatoire dans la rédaction des procès-verbaux et des journaux de la chambre et que les actes de la législature doivent être imprimés et publiés dans les deux langues; et

Attendu que la "Gazette de Manitoba" participe de la nature des statuts de la législature en ce que toutes les proclamations de convocation, de prorogation et de dissolution de la législature, ainsi que dans plusieurs cas, les lois sont mises en vigueur aussi par proclamation dans la dite Gazette, et en ce que certains avis officiels prescrits par les statuts provinciaux et concernant tout le monde, sont quelques municipalités ou localités, sont données au public dans la dite Gazette;

Le conseiller Lafournaise propose, secondé par le conseiller Mignault, qu'il soit résolu comme suit :

Que le gouvernement en supprimant la version française de la dite Gazette, a non-seulement empiété sur les droits de la population parlant cette langue, mais a en même temps agi contrairement à l'esprit de la constitution. Adoptée.

Résolution—Attendu qu'il y a lieu de croire qu'en dépit de l'esprit et de la lettre de la constitution, le gouvernement provincial présentera à la prochaine session, un projet de loi pour abolir les écoles séparées et les remplacer par un système d'éducation laïque d'où l'enseignement religieux sera exclu;

Le conseiller Chénard propose, secondé par le conseiller Carrière, qu'il soit résolu comme suit :

Que ce conseil considère que toute loi de cette nature serait un attentat aux droits imprescriptibles de la minorité de cette province. Adoptée.

Résolution—Attendu qu'en vertu de la clause 93 de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord," lors de sa promulgation, a été établie sous le sceau de la confiance et de la loyauté, et que l'usage des langues anglaise et française est obligatoire dans la rédaction des procès-verbaux et des journaux de la chambre et que les actes de la législature doivent être imprimés et publiés dans les deux langues; et

Attendu que la "Gazette de Manitoba" participe de la nature des statuts de la législature en ce que toutes les proclamations de convocation, de prorogation et de dissolution de la législature, ainsi que dans plusieurs cas, les lois sont mises en vigueur aussi par proclamation dans la dite Gazette, et en ce que certains avis officiels prescrits par les statuts provinciaux et concernant tout le monde, sont quelques municipalités ou localités, sont données au public dans la dite Gazette;

Le conseiller Lafournaise propose, secondé par le conseiller Mignault, qu'il soit résolu comme suit :

Que le gouvernement en supprimant la version française de la dite Gazette, a non-seulement empiété sur les droits de la population parlant cette langue, mais a en même temps agi contrairement à l'esprit de la constitution. Adoptée.

Résolution—Attendu que la langue française est en vertu de la constitution et des lois une des langues officielles de la Puissance et que tout document émanant des autorités fédérales doit être publié en français; et

Attendu qu'en vertu de "l'Acte de Manitoba" le français est également une des langues officielles de la province et que son usage comme tel à Manitoba, serait une flagrante injustice envers les colons d'origine française, les plus anciens du pays, et envers les milliers de colons de la même origine qui, sur la foi de la constitution et des lois existantes, sont venus s'établir dans cette province et ont contribué avec leur concitoyens d'autres origines au développement des ressources du pays, les quelques groupes de races étrangères dont la langue maternelle, n'est ni l'anglais ni le français, n'étant pas dans la même position, ne peuvent réclamer le même droit;

Le conseiller Bourgeois propose, secondé par le conseiller Chénard, qu'il soit résolu comme suit :

Que ce conseil considère que toute loi de cette nature serait un attentat aux droits imprescriptibles de la minorité de cette province. Adoptée.

Résolution—Attendu qu'en vertu de la clause 93 de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord," lors de sa promulgation, a été établie sous le sceau de la confiance et de la loyauté, et que l'usage des langues anglaise et française est obligatoire dans la rédaction des procès-verbaux et des journaux de la chambre et que les actes de la législature doivent être imprimés et publiés dans les deux langues; et

Attendu que la "Gazette de Manitoba" participe de la nature des statuts de la législature en ce que toutes les proclamations de convocation, de prorogation et de dissolution de la législature, ainsi que dans plusieurs cas, les lois sont mises en vigueur aussi par proclamation dans la dite Gazette, et en ce que certains avis officiels prescrits par les statuts provinciaux et concernant tout le monde, sont quelques municipalités ou localités, sont données au public dans la dite Gazette;

Le conseiller Lafournaise propose, secondé par le conseiller Mignault, qu'il soit résolu comme suit :

Que le gouvernement en supprimant la version française de la dite Gazette, a non-seulement empiété sur les droits de la population parlant cette langue, mais a en même temps agi contrairement à l'esprit de la constitution. Adoptée.

Résolution—Attendu que la langue française est en vertu de la constitution et des lois une des langues officielles de la Puissance et que tout document émanant des autorités fédérales doit être publié en français; et

Attendu qu'en vertu de "l'Acte de Manitoba" le français est également une des langues officielles de la province et que son usage comme tel à Manitoba, serait une flagrante injustice envers les colons d'origine française, les plus anciens du pays, et envers les milliers de colons de la même origine qui, sur la foi de la constitution et des lois existantes, sont venus s'établir dans cette province et ont contribué avec leur concitoyens d'autres origines au développement des ressources du pays, les quelques groupes de races étrangères dont la langue maternelle, n'est ni l'anglais ni le français, n'étant pas dans la même position, ne peuvent réclamer le même droit;

Le conseiller Bourgeois propose, secondé par le conseiller Chénard, qu'il soit résolu comme suit :

Que ce conseil considère que toute loi de cette nature serait un attentat aux droits imprescriptibles de la minorité de cette province. Adoptée.

Résolution—Attendu qu'en vertu de la clause 93 de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord," lors de sa promulgation, a été établie sous le sceau de la confiance et de la loyauté, et que l'usage des langues anglaise et française est obligatoire dans la rédaction des procès-verbaux et des journaux de la chambre et que les actes de la législature doivent être imprimés et publiés dans les deux langues; et

Attendu que la "Gazette de Manitoba" participe de la nature des statuts de la législature en ce que toutes les proclamations de convocation, de prorogation et de dissolution de la législature, ainsi que dans plusieurs cas, les lois sont mises en vigueur aussi par proclamation dans la dite Gazette, et en ce que certains avis officiels prescrits par les statuts provinciaux et concernant tout le monde, sont quelques municipalités ou localités, sont données au public dans la dite Gazette;

Le conseiller Lafournaise propose, secondé par le conseiller Mignault, qu'il soit résolu comme suit :

Que le gouvernement en supprimant la version française de la dite Gazette, a non-seulement empiété sur les droits de la population parlant cette langue, mais a en même temps agi contrairement à l'esprit de la constitution. Adoptée.

Résolution—Attendu que la langue française est en vertu de la constitution et des lois une des langues officielles de la Puissance et que tout document émanant des autorités fédérales doit être publié en français; et

Attendu qu'en vertu de "l'Acte de Manitoba" le français est également une des langues officielles de la province et que son usage comme tel à Manitoba, serait une flagrante injustice envers les colons d'origine française, les plus anciens du pays, et envers les milliers de colons de la même origine qui, sur la foi de la constitution et des lois existantes, sont venus s'établir dans cette province et ont contribué avec leur concitoyens d'autres origines au développement des ressources du pays, les quelques groupes de races étrangères dont la langue maternelle, n'est ni l'anglais ni le français, n'étant pas dans la même position, ne peuvent réclamer le même droit;

Le conseiller Bourgeois propose, secondé par le conseiller Chénard, qu'il soit résolu comme suit :

Que ce conseil considère que toute loi de cette nature serait un attentat aux droits imprescriptibles de la minorité de cette province. Adoptée.

Résolution—Attendu qu'en vertu de la clause 93 de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord," lors de sa promulgation, a été établie sous le sceau de la confiance et de la loyauté, et que l'usage des langues anglaise et française est obligatoire dans la rédaction des procès-verbaux et des journaux de la chambre et que les actes de la législature doivent être imprimés et publiés dans les deux langues; et

Attendu que la "Gazette de Manitoba" participe de la nature des statuts de la législature en ce que toutes les proclamations de convocation, de prorogation et de dissolution de la législature, ainsi que dans plusieurs cas, les lois sont mises en vigueur aussi par proclamation dans la dite Gazette, et en ce que certains avis officiels prescrits par les statuts provinciaux et concernant tout le monde, sont quelques municipalités ou localités, sont données au public dans la dite Gazette;

Le conseiller Lafournaise propose, secondé par le conseiller Mignault, qu'il soit résolu comme suit :

Que le gouvernement en supprimant la version française de la dite Gazette, a non-seulement empiété sur les droits de la population parlant cette langue, mais a en même temps agi contrairement à l'esprit de la constitution. Adoptée.

Résolution—Attendu que la langue française est en vertu de la constitution et des lois une des langues officielles de la Puissance et que tout document émanant des autorités fédérales doit être publié en français; et

rière. Quartier No. 2, MM. Ferdinand l'Heureux et Félix l'Éloquin. Quartier No. 3, MM. Alcide Bourgeois et Joseph Bourgeois.

MUNICIPALITÉ RURALE DE SAINT-ANNE.

A l'élection municipale qui vient d'avoir lieu, M. Louis Desautels a été déclaré élu. Dans les quartiers Nos. 1 et 6, il n'y a pas eu de nomination, et dans le quartier No. 4, M. Louis Desautels a seul été mis en nomination, mais son élection, à la position de préfet, nécessitera une nouvelle élection.

MM. Joseph Bleau, Charles Pariseau et Robert Ramsay ont été nommés pour le quartier No. 2, mais M. Bleau n'a pas voulu accepter. MM. Rémi Delorme et Auguste Desrosiers ont été élus pour les quartiers Nos. 3 et 5.

VILLE DE SAINT-BONIFACE

L'élection des conseillers dans les quartiers 3 et 4 de la ville a donné le résultat suivant :

MM. Turanne et Pelletier sont élus dans le quartier 3 et MM. Genton et Trudel dans le quartier 4.

Donc, voici comment le conseil sera composé pour l'année 1890 :

Maire—M. Roger Marion.

Conseillers—MM. J. B. Lauzon, Joseph Joyal, Hormidas Beliveau, Jean Bédard, Jos. Turanne, Téléphore Pelletier, Elie Genton et Edmond Trudel.

MUNICIPALITÉ DE MONTREAL.

Tous les conseillers sont élus par acclamation. Quartier 1, MM. Irving et Eyres; No. 2, MM. Warner et Johnny Boiteau; No. 3, Capitaine Thibault et M. Ephrem Marion.

MM. Alfred Houle et Adolphe Fortier, de Saint-Pie sont candidats pour la préfecture.

CITÉ DE WINNIPEG.

Maire—M. Alfred Pearson.

Il a battu son adversaire le Dr O'Donnell par 1,330 voix de majorité. 1937 voix furent données à Pearson et 607 à O'Donnell.

Quartier 2—D. Smith, élu.

Quartier 3—J. Calloway, élu.

Quartier 4—J. B. Mather, élu.

Quartier 5—Alex. McKicken, élu.

Quartier 6—Jos. Wolf et J. T. Wilson, élus.

MUNICIPALITÉ DE SAINT-NORBERT.

M. Simon Saint-Germain est élu préfet.

MUNICIPALITÉ DE TACHÉ.

M. Elzéar Lagimodière est élu préfet.

La consommation radicalement guerrière.

A M. le Directeur :

Veuillez informer vos lecteurs que j'ai un remède certain pour guérir la consommation. En en faisant usage à temps plusieurs milliers de personnes affectées ont été guéries radicalement. Je serai heureux d'envoyer deux bouteilles de mon remède gratuitement à aucun de vos lecteurs atteints de consommation pourvu qu'on m'envoie leur adresse par express et le nom du bureau de poste.

Réponse, s'il vous plaît, à M. T. A. Slocum, 37 Yonge St., Toronto, Ont. Jan 14.6.88

A L'ENCLOS

De la Municipalité de Saint-Boniface.

Depuis jeudi, le 5 courant, un vieux bouc gras, avant sur la corne gauche des traces de lettres maintenant illisibles; le milieu de l'animal droit blanc.

Le propriétaire est averti de réclamer l'animal et payer les frais.

MOISE RACETTE, Gardien d'Enclos, Saint-Boniface, 9 déc. 1889.

GRANDES NOVEAUTÉS

CHEZ M. Gentes & Cie.

Ne voulant faire le commerce que pour argent comptant nous venons de réduire nos prix tellement qu'on ne peut plus nous faire concurrence.

Pas de livres, tout pour argent comptant. Nos pratiques bénéficieront du salaire que nous payons à un teneur de livres.

Jugez de nos prix :

PERSONNEL

M. Anacle Girard, de Sainte-Anne-des-Chênes, est parti lundi pour aller faire une visite à ses parents et amis de Sainte-Elizabeth, comté de Joliette, Qué.

Mesdemoiselles Georgiana et Doris Richer, de Sainte-Anne-des-Chênes, sont aussi parties le même jour pour la province de Québec.

Madame N. Germain, de cette ville, est allée faire un voyage en province de Québec.

MM. L. J. Arthur Lévêque et Pierre D'Eschambault sont partis lundi pour aller faire une promenade en province de Québec.

M. Damase Turgeon, de Wapaha, est de passage à Saint-Boniface venant de Québec.

MM. Felix Lemoine et Pierre Lemoine de Saint-Robert, comté de Richelieu, Qué., et M. Elie Vandal de Sainte-Victoire, dans le même comté, après avoir visité plusieurs paroisses de Manitoba sont partis samedi pour retourner dans leur province, satisfaits de ce qu'ils ont vu ici.

M. M. Jos Roy et sa famille ont laissé Saint-Boniface pour aller résider à Saint-Joseph, Man.

NECROLOGIE

Nous regrettons d'apprendre le décès de la Rév. Sœur Barré, de la maison des Sœurs Grises, de Saint-Hyacinthe, Qué.

Elle était la sœur de M. l'abbé Barré, vicaire à Saint-Hyacinthe, et de notre ami M. S. M. Barré, de Winnipeg, à qui nous offrons nos sincères condoléances.

—Le Rév. M. Dorion, curé d'Yamachiche et frère de Sir A. A. Dorion, est décédé.

PETITES NOTES

—Les chemins d'hiver sont maintenant passablement bons.

—M. Bragg à la tannerie Allaire, achète toutes les peaux vertes et paie le plus haut prix du marché.—31

—M. Pierre Gosselin nous prie d'annoncer qu'il ne peut plus vendre du pain à crédit. L'avenir il devra être payé comptant.

—Nouvellement arrivé ch. F. E. Verge, pour la saison des fêtes un assortiment de hardes-faites, chemises, cols, collets, etc.

—Allez chez F. E. Verge pour le meilleur choix de chaussures, pardessus, capotes, souliers d'original, gants et mitaines. Toujours le meilleur marché.

—M. A. d'Anteuil, le marchand canadien bien connu de Winnipeg, doit prendre possession d'un nouveau magasin dans quelques jours. Il occupera le bel établissement qui se trouve entre l'hôtel Russell et le magasin de meubles de M. Scott.

—M. F. E. Verge annonce au public qu'il a maintenant un tailleur de première classe attaché à son établissement. Toute ordre sera exécuté sous le plus court délai. Satisfaction garantie.

—Chez F. E. Verge: capots en fourrure, \$17.00 en montant; manteaux en astracane, \$18.00, \$20.00, \$22.00; casques en loutre, seal, mouton de Perse, mouton de Russie astracane, castor, ours, etc., à très bas prix.

—Fidelini, Lasagne, Spagueti, pâtes lettrées et chiffres sont toutes des pâtes importées de la célèbre manufacture de Vve Garres Jue, & Fils, de Bordeaux, et sont employées pour la soupe tout comme le macaroni, ces pâtes sont supérieures en qualité et font une soupe délicieuse. Ces marchandises viennent d'être importées par la maison Anderson & Lemieux, 245 rue Principale.

Chronique de la Province.

Sainte-Anne-des-Chênes.

2 décembre.—Samedi dernier, les contribuables de l'arrondissement scolaire de Sainte-Anne se sont réunis en assemblée publique pour protester contre les deux lois iniques qu'une majorité fanatique et brutale veut nous imposer. M. James Prendergast à qui une invitation spéciale avait été envoyée a adressé la parole à ses anciens électeurs, heureux de revoir et d'entendre leur ancien représentant. M. Prendergast a parlé avec force, éloquence et émotion. Les électeurs ont pu constater avec bonheur qu'ils possèdent et au parlement local et au parlement fédéral des hommes qui comme MM. Prendergast, LaRivière et Girard sauront défendre avec honneur les droits et les privilèges de la population catholique et française du Manitoba. Ces assemblées, qui ont lieu dans les paroisses ont pour résultat pratique, non-seulement d'éclairer la population, de la préparer à la lutte, mais de l'unir, et par la crainte d'un danger commun et par les liens de la religion et du patriotisme, liens que ne pourra briser la haine d'un fanatisme aveugle et brutal. La population métisse-française qui, par son énergique résistance en 1869 et 1870, a tant contribué à nous obtenir les droits et privilèges que nous possédons par l'acte de Manitoba, marche la main dans la main avec la population canadienne-française pour revendiquer et défendre ses droits dont elle avait confié la revendication et la défense au digne curé de Saint-Norbert, que l'on doit considérer comme l'un des facteurs puissants qui ont travaillé à assurer à la population catholique des droits et des privilèges que la force brutale du nombre pourra nous arracher pour quelque temps peut-être, mais que de vrais hommes d'état tels que l'Angleterre en possède saura, tôt ou tard, nous les restituer à la honte des pygmées politiques de notre province.

—M. Duguay, colon établi le printemps dernier à Sainte-Anne, a vu arriver, la semaine dernière, sa famille venant de la Baie du Febvre.

—M. Honoré Desautels est agent pour vendre les machines à coudre de Singer et les instruments aratoires de Donahue & Cochrane. M. Desautels pourra vendre pour du cadre des instruments aratoires.

NAISSANCES

Houé.—En cette ville, le 5 courant, Madame N. H. Houé, un garçon.

Bouchard.—A Sainte-Anne-des-Chênes, le 6 courant, Madame Alfred Bouchard, une fille.

IN POUND

In the Municipality of Saint-Boniface

Since Thursday, the fifth instant, an old grey ox with marks of lettering unreadable on the left horn and a white spot on the middle of the right eye.

The owner is notified to claim the animal and pay costs.

MOISE RACETTE, Poundkeeper.

Saint-Boniface, 9 Dec. 1889.



Soumissions pour un permis de couper du bois sur les terres de la Puissance dans la province de Manitoba

DES SOUMISSIONS cachetées, adressées au sousigné, et marquées "Soumissions pour un permis de couper du bois" seront reçues à ce département jusqu'à midi, de lundi, le 16 décembre 1889, pour un permis de couper du bois sur la limite ci-après décrite:—

Commencant à un point sur la rive sud de l'île Noire, dans le lac Winnipeg, dans la province de Manitoba, située à 72 chaînes, directement à l'ouest de l'angle sud-ouest des terrains miniers de la compagnie connue comme la International Mining, Smelting and Manufacturing Company; de là, allant à l'ouest en suivant la rive sud de l'île, quatre milles et demi justes, en arrière, au nord, à partir du rivage, un mille et demi, contenant une superficie de six 7/8 milles carrés, plus ou moins.

Les règlements d'après lesquels un permis sera donné peuvent s'obtenir à ce département ou au bureau de l'agent des bois de la Couronne, à Winnipeg. Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté par une banque incorporée, fait payable à l'ordre du député ministre de l'Intérieur pour le montant du bonus que le soumissionnaire est prêt à payer pour le permis. Les soumissions par téléphone ne seront pas considérées.

JOHN R. HALL, Secrétaire.

Département de l'Intérieur, Ottawa, 23 nov. 1889.

HOTEL BEAUREGARD

Coin des avenues Taché et Provencher, Saint-Boniface, Manitoba.

Avantagagement situé à l'entrée du pont Saint-Boniface.

Salle de billard, piano, etc., Liqueurs et cigares de première qualité.

la 7.11.89.

9 Cords 10 HOURS

BY ONE MAN. Write for descriptive catalogue containing testimonials from hundreds of people who have saved from 4 to 9 cords daily. 50.00 now, 100.00 later. Agency can be had where there is a vacancy. A new invention for filling saw, sent free with each machine by the use of this tool everybody can fill their own saws now and do better than the greatest expert can without it. Adapted to all crosscut saws. Every one who owns a saw should have one. No duty to pay to manufacture in Canada. Ask your dealer or write FOLBING SAWING MACHINE CO., 308 to 311 S. Canal St., Chicago, Ill.

Compagnie de Chemin de Fer North-West Central.

Avis est par les présentes donné qu'il sera fait au Parlement du Canada à sa prochaine session, demande d'un acte pour amender la charte de la compagnie de chemin de fer Great North-West Central, et l'acte confirmant la dite charte, en donnant à la dite compagnie pouvoir de choisir sept directeurs au lieu de cinq, tel que maintenant pourvu, et en lui donnant aussi pouvoir par règlement passé à cette fin d'augmenter ou réduire le nombre des membres, régulièrement qualifiés, tel que prescrit par l'acte, pouvant composer un Bureau de Directeurs de la dite compagnie, et pour d'autres fins.

DANIEL McMICHAEL, pour les requérants

91ns. 4,12.89.

AVIS.

Avis est par les présentes donné, qu'à la prochaine session de la Législature de Manitoba, la municipalité rurale de North-West Central, fera la demande d'un acte pour amender le chapitre 43 de 51 Victoria, en rendant les débiteurs émises ou devant l'être, en vertu du dit chapitre obligatoires contre toute la dite municipalité rurale, et pour les légaliser, et en hâtant tous les mots de la section une après le mot "effective" (version anglaise) et pour amender le chapitre 49 de 52 Victoria, en pourvoyant à ce que les débiteurs et l'intérêt en vertu d'écritures, soient payables annuellement, le premier jour de mars de chaque année et pour légaliser les débiteurs émises et en amendant la section trois.

Daté à Winnipeg, ce premier jour de novembre A.D. 1889.

CAMPBELL & CRAWFORD, Solliciteurs de la municipalité.

41ns. 4.12.89.

A L'ENCLOS

Dans la paroisse de Saint-Charles, quartier No. 2 de la municipalité d'Assiniboia, une laire âgée d'environ deux ans, couleur brune barrée.

Le propriétaire est prêt à réclamer et payé les frais, sinon l'animal sera vendu conformément aux règlements municipaux.

ANTOINETTE HOGUE, Gardien d'enclos

Saint-Charles, 22 novembre, 1889.

HOTEL DE QUEBEC

AVENUE TACHE, SAINT-BONIFACE, MAN.

GABRIEL ARIAL, Propriétaire.

DE PREMIERE CLASSE.

Salles à dîner et chambres à coucher bien tenues. Liqueurs choisies. Bonnes écuries.

la 7.11.89.

T. PELLETIER, BARBIER-COIFFEUR,

Marchand de Tabac, Fruits, etc

AVENUE TACHE, SAINT-BONIFACE.

M. Pelletier a toujours en main un assortiment considérable de cigares de choix, tabacs, cigarettes, fruits, eaux gazeuses, etc., etc.

27.9.88.

MEUBLES AU PRIX DU GROS!

M. Despars annonce à ses nombreuses pratiques qu'il vient de recevoir un fort assortiment de meubles de toutes espèces qu'il vendra au prix du gros.

MM. LES COMMISSAIRES POURRONT SE PROCURER DES BUREAUX ET BANCS D'ÉCOLES DANS LES DERNIERS PATRONS, A PRIX RÉDUITS.

Magasin dans le Bloc Royal, Avenue Provencher.

FERRONNERIES,	EPICERIES,
FERBLANTERIES,	PROVISIONS,
FAIENCES,	FLEUR,
PEINTURES, HUILES,	THÉ, CAFÉ,
VERNIS,	SIROP, MELASSE,
POELES,	SAINDOUX, LARD, JAMBON,
FOURNAISES,	POISSON FRAIS ET SALÉ,
HARNAIS,	MORUE VERTE,
SLEIGHS, Etc., Etc., Etc.	SEL DE LIVERPOOL EN SAC, Etc.

Nous défions toute compétition tant pour les prix que pour la qualité de nos marchandises.

MAISON H. F. DESPARS, Coin des rues Tache et Provencher.

3 m. 28.11.89

AVANTAGES PARTICULIERS!

BON MARCHÉ CHEAPSIDE

Les magasins les plus considérables et les plus avantageusement connus de Winnipeg.

Nos. 576, 580, 582, RUE PRINCIPALE.

3 COMMIS DE CET ÉTABLISSEMENT PARLANT LE FRANÇAIS. 3

Le public peut choisir, à des prix défiant toute compétition dans le plus complet assortiment d'étoffes à robes, cachemires pour 25 cts, 30 cts et 50 cts. Flanelles, toute laine, à très bas prix. Couvertures grises, rouges et blanches pour \$1.75 la paire. Couvertures blanches, \$3.00 et \$3.50. Pardessus pour dames et enfants depuis \$1.00 à \$10.00. Pardessus en Astracane faits à votre commande, etc., garantis.

Tapis en fil, 20 cts 25 cts. En tapisserie, 35 cts et 50 cts. Bruxelles, 85 cts. Rideaux, \$1.00 la paire—Choix sur 300 paires.

Si vous avez une piastre à dépenser venez faire une visite à vos amis du Bon Marché, 580, 582, rue Principale, Winnipeg.

Banfield & McKiechan.

3m 10 10 89

ROBINSON & CIE., 402 RUE PRINCIPALE, WINNIPEG. 402

Nous faisons, ces jours-ci, UNE VENTE SPÉCIALE de nos assortiments d'hiver, car c'est notre intention d'ajouter à notre commerce déjà très considérable les ouvrages de modistes et tout ce qui touche à cette ligne.

REMARQUEZ quelques-uns de nos prix:—Drap à manteaux, \$1.25 valant \$2.00; marchandises de \$1.50 pour \$1.00; valeur de \$1.00 pour 50 cts.

Nous vendrons la balance de nos robes de cérémonie à moitié prix: une robe de \$18.00 pour \$9.00, etc.

Nous avons 50 PIECES DE SOIE, nouveaux patrons, valant 65 cts. la verge, et nous les détaillerons à 30 cts.

Autres soies de 60 cts. pour 40 cts.

SATINS—Nous en avons 25 pièces que nous vendrons 35 cts. la verge quoique valant \$1.00. SERGES POUR ROBES—25 pièces de différentes couleurs, valant 45 cts. pour 25 cts. la verge. FLANELLES GRISES, tout laine, 25 poudes, 13 cts. la verge.

Nous avons l'intention d'agrandir notre magasin au printemps, c'est pourquoi nous vendons à sacrifice.

Une visite immédiate est sollicitée. ROBINSON & CIE.

11 17 10 89

AU PLUS BAS PRIX!!

No. 324, rue Principale, Winnipeg.

Il n'y a pas à discuter, nous vendons à MEILLEUR MARCHÉ que n'importe où ailleurs.

Notre département d'habillements faits à ordre offre toujours satisfaction. Dans tous les cas, nous garantissons l'ouvrage. Des années d'expérience nous permettent de le dire. Hardes-faites, du plus beau fini; Casques et Chapeaux, de la dernière mode; Chemises blanches, en flanelles, etc.; Cravates, Collets, Poignets, tout à plus bas prix qu'ailleurs. Capots en fourrures de toutes sortes, dans les prix les plus réduits.

Notre enseigne est bien connue:—Les CISEAUX D'OR.

C. A. GAREAU,

234 Rue Principale, Winnipeg.

1 28 2 89

AU BON MARCHÉ.

Importations d'Automne et d'Hiver 1889-90.

ASSORTIMENT COMPLET DE

MARCHANDISES SECHES, HARDES-FAITES, FOURRURES ET CHAUSSURES.

Marchandises Seches.

Etoffes à robes. Cachemires noirs. Cachemires rayés. Meltons de couleur. Meltons noirs. Etoffes à manteaux. Tweeds de toutes sortes. Etoffes Canadiennes. Serges noires et de couleurs. Flanelles grises, 12 1/2 cts en montant. Flanelles de couleur, 16 cts en montant. Laine à tricoter, 35 cts à \$2.00. Couvertures de couleur, \$1.50 à \$4.00. Couvertures blanches, \$3.00 à \$3.50. Coton ouaté, 8 à 25 cts. Coton jaune, 4 cts en montant. Coton à drap, 72 poudes de largeur. Jersey, \$1.00 à \$4.00. Bonnets et Capines en laine. Gilet en laine. Robes en laine. Corps et caleçons. Corps pour Dames. Corsets de toutes sortes. Chemises blanches et de couleurs. Chemises de flanelle. Coton à tisser. Châles de toutes sortes.

HARDES-FAITES.

Habillements en serge, \$7.50 à \$15.00. Habillements en tweed, \$8.00 à \$14.00. Habillements en étoffe canadienne, \$5.00. Pardessus, \$5.00 à \$20.00. Pantalons, \$1.50 à \$6.00. Veste en laine. Overall. Capots cirés.

FOURRURES.

Capots de Chat Sauvage. Capots d'Astracane. Capots de Bison. Capots de Mouton. Capots de Chèvre. Casques en Seal. Casques en Loutre. Casques en Mouton de Perse. Casques en Mouton de Russie. Casques en Astracane. Casques en Ours. Casques en Lapin. Bordures en pelleterie noire et grise. Mitaines et Gants de toutes sortes.

Chaussures.

Bottes fines. Bottes fortes. Bottes canadiennes. Bottines en kid. Bottines en chèvre. Bottines en veau. Bottines en drap. Souliers allemands. Souliers rouges. Souliers en tapis. Pardessus et Claques de toutes sortes. Souliers en original. Goudrier. Cuir rouge, jaune, de mouton, etc., etc.

Il n'est pas nécessaire d'entrer dans plus de détail. Une visite vous convaincra des avantages que nous offrons.

N'oubliez pas l'endroit:

4m 54.88

BLOC ROYAL.

(AU PAVILLON FRANÇAIS.)

F. E. VERGE, Saint-Boniface.

